

UN REGARD NOUVEAU

L'histoire n'est pas la même pour tous car le temps détache les faits de leur réalité immédiate au profit d'une textualité ou d'une imagerie qui, les représentant, les condamne à l'interprétation. Et celle-ci, tout naturellement, les dévisage en fonction des choix et des intérêts de l'interprète, toujours persuadé de l'objectivité de son jugement. Il faut beaucoup de temps et de distance pour que les regards portés sur un événement et ses acteurs s'assemblent et quittent la polémique et la discorde. Cependant, certains événements gardent un pouvoir d'agitation qui n'en finit pas de relancer les passions. C'est le cas de la Commune de Paris de 1871 dont la fin n'est pas due à un échec ou une trahison, au contraire des grandes révolutions communistes du vingtième siècle, mais à un massacre. La haine, qui anime sa répression, est d'une violence demeurée stupéfiante : elle s'exprime dans des dizaines de journaux et de livres dont la lecture provoque une surprise accablée tant leur violence réclame un nettoyage social à tonalité raciste. Comment aurait-on pu d'ailleurs fusiller tant de milliers d'hommes et de femmes et même d'enfants dans les rues de Paris sans cette excitation à la haine et à la vengeance, celle des propriétaires persuadés que la moindre révolte menace leurs biens ? Le chef des tueurs, le sinistre Monsieur Thiers, a toujours des rues à son nom dans la plupart des villes de France : n'est-ce pas la preuve que la répression demeure la meilleure garantie de la domination ?

Les Communards voyaient dans la révolution de 89 un modèle, si bien qu'ils en adoptèrent le calendrier ; ils oublièrent que cette fameuse révolution n'avait assuré que le pouvoir de ceux qui les opprimaient. La propriété des moyens de production n'a évidemment rien de commun avec la petite propriété d'un logement dont il est significatif que l'acquisition par endettement permette, depuis plus d'un demi-siècle, de brider grèves et révoltes par un semblant de partage. La violence de la domination est ainsi petitement dissimulée, mais elle demeure latente, comme le prouvent les débordements policiers récents. Il faut toujours rappeler que la Commune est née d'élections libres et non de la violence : il n'y a pas eu de révolution le 18 mars mais une résistance spontanée des Parisiens à la volonté de Thiers de leur confisquer les canons acquis par souscription populaire pendant le Siège. Les femmes furent très nombreuses à s'opposer à cet enlèvement et leur présence fut pour beaucoup dans le refus des soldats de tirer sur la foule. Ensuite, elles ne participèrent évidemment pas aux élections du 26 mars, faute d'avoir le droit de vote, mais elles furent très actives dans les clubs (160 recensés), les réunions publiques, les sociétés de secours et de solidarité, les cantines, les ambulances et les barricades. Ce rôle est très présent dans toutes les histoires de la Commune, mais le livre d'Édith Thomas est le premier dont c'est le sujet principal.

Le choix du titre, *Les "Pétroleuses"*, inverse une insulte versaillaise, pleine de mépris pour les mégères et les furies communardes : il en fait le qualificatif des combattantes de la cause sociale. Et c'est très justement que tout commence par une étude de la condition des femmes sous le Second Empire. Les femmes, comme les hommes, passaient tout de même pour des êtres humains, mais elles n'avaient le droit que d'être soumises en dépit des progrès du socialisme. Deux faits sont à souligner : l'union libre, et généralement fidèle, était le cas de la majorité des couples de la classe ouvrière car le mariage étant obligatoirement religieux et laïque, le refuser était une manière de dénoncer la complicité de l'Église et de l'État ; d'autre part, la majorité des socialistes français d'alors était sous l'influence de Proudhon, qui n'avait de cesse de démontrer la triple infériorité des femmes au point de vue physique, intellectuel et moral. Il en allait différemment des autres socialistes qui, de Saint-Simon et Fourier à Marx, réclamaient l'égalité des femmes et des hommes, mais l'Association Internationale des Travailleurs n'est créée qu'en 1864 – et pourquoi ne pas remarquer qu'en 1963, date de la parution du livre d'Édith Thomas, si les femmes ont enfin le droit de vote depuis la Libération, elles demeurent encore loin de la parité.

[...]